

# Renforcement de la participation aux élections des instances à gouvernance démocratique

## Déclaration du groupe des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

L'abstention, tant pour les élections dites traditionnelles que dans les autres espaces de vie citoyenne est vue, depuis des décennies, comme l'ennemi de la démocratie. Plus elle monte, plus on s'inquiète. Plus elle monte, plus le scrutin semble perdre de son sens. Il arrive que l'on blâme, au choix : le désintérêt des citoyen.nes, leur individualisme, leur irresponsabilité...

Loin de ce constat qui ne cible pas réellement le fond du problème, le groupe des Organisations Etudiantes et Mouvements de Jeunesse voit l'abstentionnisme comme un message, une alerte :

Une perte de sens dans les impacts réels de son vote.

Une perte de sens qui reste fortement liée à une survalorisation du vote comme seul pouvoir d'agir du citoyen et de la citoyenne, adossé parfois à un manque de redevabilité de nos représentants et représentantes y compris au CESE.

Lieux d'habitation, associations, banques, mutuelles, tout au long de notre éducation et dans notre vie professionnelle... L'abstention, dans ces espaces, est moins visible, moins médiatisée mais vient questionner le carcan dans lequel nous enfermons trop souvent notre démocratie. Nous devons nous poser la question de la place laissée au pouvoir d'agir des citoyen.nes et de leurs représentant.es dans les espaces à gouvernance démocratique.

Une démocratie vivante ne se réduit pas à élire des représentantes et représentants cycliquement. La démocratie est une pratique sociale de tous les jours qui s'adapte à toutes les occasions. Ces pratiques quotidiennes constituent l'apprentissage global de la démocratie autant qu'elles constituent une finalité dans chacune des sphères concernées.

Mais alors quelle pratique quotidienne de la démocratie et surtout, pour qui ? Comme très souvent, les publics les plus précaires sont ceux qui ont le moins accès aux espaces démocratiques et pour qui les chances d'accéder à des responsabilités au sein d'une sphère d'engagement sont minces, et également teintées par des inégalités de genre.

Tout comme dans la sphère politique, la voix des jeunes est aussi moins entendue car un moindre espace leur est laissé et parce qu'ils constituent, trop souvent, une partie du public précaire.

C'est le cas, par exemple, pour les élections professionnelles, pour lesquelles les jeunes sont moins investis, notamment parce qu'elles et ils sont plus souvent embauchés en contrats courts qui laissent moins de temps et d'espace pour s'imprégner du collectif et pour apprendre leurs droits.

Notre système éducatif propose de nombreux espaces de participation à la gouvernance pour les apprenants : des délégués de classe, conseils de vie collégienne (CVC) et conseils de vie lycéenne (CVL), éco-délégué.es, élu.es étudiant.es. Mais qu'est-ce qu'on y retrouve ? Des responsabilités limitées aux sujets périphériques, une parole peu considérée, un poids politique ultra-minoritaire. Nous l'avons constaté dans cet avis, ces espaces sont trop souvent rendus contre-productifs dans leur capacité à générer une adhésion et une confiance des enfants et des jeunes dans l'ensemble des processus démocratiques.

Pour le groupe des Organisations Etudiantes et Mouvements de Jeunesse, trois pistes que nous retrouvons dans cet avis sont donc prioritaires pour inciter les individus à exercer leur citoyenneté :

- Multiplier les occasions de chacun et chacune de participer à la décision et donner son avis, et permettre une meilleure formation à ses droits de citoyen.ne dans tous ces espaces.
- Donner ou redonner un véritable pouvoir d'agir aux élu.es et un poids suffisant dans les instances de gouvernance : élèves, étudiant.es, salarié.es, adhérent.es etc...
- Encourager l'accès aux responsabilités, notamment en favorisant le renouvellement des instances dirigeantes et en veillant à ce que chacun et chacune puisse y accéder, y compris par des parcours de formation.

Cet avis met en avant une volonté d'incarner et de rendre possible un parcours citoyen et démocratique global, participatif, inclusif et impactant. Pour cela, des changements structurels doivent être apportés, mais n'oublions pas que nous pouvons et devons tous être porteurs de ce modèle afin de le faire vivre dans tous les espaces possibles.

Le groupe a remercié le rapporteur pour ce travail réalisé dans des temps contraints et a voté favorablement cet avis.